

Le Canada... (suite de la page 2)

duction maximum sur une longue période.

Dans le même temps, nous comptons doubler la production et l'utilisation de charbon d'ici 1990. Nous encouragerons la conclusion d'engagements à long terme entre les producteurs et les utilisateurs de charbon. Les pays exportateurs comme les pays importateurs devront améliorer leurs infrastructures, dans toute la mesure où cela est justifié au plan économique, afin d'assurer le niveau nécessaire d'offre et d'utilisation du charbon. Nous attendons les recommandations du Comité consultatif international de l'industrie charbonnière. Elles seront examinées sans retard. Nous sommes conscients des risques que la production et l'utilisation croissantes du charbon font courir à l'environnement. Nous réaffirmons notre engagement de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le recours accru aux combustibles possibles, notamment le charbon, ne porte pas atteinte à l'environnement.

Nous soulignons la contribution vitale de l'énergie nucléaire à un approvisionnement en énergie plus sûr. Il est indispensable d'en accroître le rôle si nous voulons couvrir les besoins énergétiques mondiaux. Nous devons donc augmenter notre capacité de production nucléaire. Nous continuerons d'accorder la première des priorités à la santé et à la sécurité des citoyens ainsi qu'à l'amélioration des méthodes permettant de résoudre les problèmes d'accumulation des combustibles usés et d'élimination des déchets radioactifs. Nous réaffirmons qu'il importe d'assurer un approvisionnement fiable en combustible nucléaire et de réduire au minimum les risques de prolifération...

Notre stratégie globale a comme objectif de répondre aux besoins en énergie

des dix années à venir. Nous sommes convaincus qu'elle est susceptible de réduire la demande, notamment celle de pétrole, sans gêner la croissance. Au cours de la décennie, cette stratégie devrait nous permettre de ramener, dans nos pays, à 0,6 environ le rapport entre l'accroissement de la consommation collective d'énergie et la croissance économique. Nous en attendons également une réduction de 53 p. cent actuellement à environ 40 p. cent en 1990 de la part du pétrole dans notre demande totale d'énergie, et nous prévoyons qu'en 1990 notre consommation collective de pétrole sera suffisamment inférieure aux niveaux actuels pour que l'offre et la demande s'équilibrent à des prix acceptables.

Nous continuons à penser que la coopération internationale dans le domaine de l'énergie est essentielle. Tous les pays ont un intérêt vital à voir s'établir un équilibre stable entre l'offre et la demande d'énergie. Nous sommes très favorables à l'ouverture d'un dialogue constructif, sur l'énergie et sur les questions qui s'y rapportent, entre producteurs et utilisateurs afin d'améliorer la cohérence de leurs politiques...

Relations avec les pays en développement
C'est dans un esprit positif et constructif que nous abordons la perspective de négociations globales dans le cadre des Nations Unies et la formulation d'une nouvelle stratégie internationale en matière de développement. Plus précisément, notre but est de coopérer avec les pays en développement dans les domaines des économies et de la mise en valeur des sources d'énergie, de l'expansion des exportations, de l'amélioration des compétences humaines et de la solution des problèmes fondamentaux d'ordre alimentaire et démographique...

Nous demandons à la Banque mondiale d'examiner dans quelle mesure les ressources et les mécanismes en place en faveur de l'exploration, du développement et de la production, tant des énergies classiques que renouvelables dans les pays en développement importateurs de pétrole sont adaptés et d'étudier les moyens, y compris la possibilité de créer une nouvelle filiale ou une nouvelle facilité grâce à laquelle elle pourrait améliorer et augmenter ses programmes de prêts en matière énergétique. Cette étude devra être réalisée en liaison tant avec les pays exportateurs de pétrole qu'avec les nations industrialisées.

Nous sommes profondément conscients de l'extrême pauvreté et de la malnutrition chronique qui touchent des centaines de millions d'êtres humains. Le besoin prioritaire de ces pays est de les aider à améliorer leur capacité à assurer leur autosuffisance alimentaire et à réduire leur dépendance à l'égard des importations alimentaires... Nous soutiendrons et, le cas échéant, compléterons les initiatives de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) afin d'améliorer les installations de stockage de céréales et de transformation et distribution des produits alimentaires. Nous soulignons l'importance d'un accroissement du nombre des participants à la nouvelle convention sur l'aide alimentaire afin d'assurer au moins dix millions de tonnes d'aide annuelle et la reconstitution équitable des ressources du Fonds international de développement agricole...

Nouvelles brèves

Dans un numéro spécial sur la peinture québécoise, une revue britannique retrace avec précision l'évolution de l'art québécois depuis le régime français jusqu'en 1980. Ce document est le fruit d'une étroite collaboration entre la rédaction de la revue *Art & Artists* et la Délégation générale du Québec à Londres.

L'île de Montréal aura au moins une zone verte réservée à l'agriculture même si elle est surtout vouée à l'urbanisation dans le plan directeur de la Commission de protection du territoire agricole (CPTA). Il s'agit de 460 hectares dans Sainte-Anne-de-Bellevue, localité située à l'extrémité sud-ouest de l'île.

La Société pour l'expansion des exportations a annoncé la conclusion d'un accord de financement de US\$2 millions avec le gouvernement de la Jamaïque. L'accord touche la vente de matériel ferroviaire canadien.

La Commission de réforme du droit du Canada a publié récemment, dans la série "Droit administratif", une étude intitulée *Le Contrôle politique des organismes administratifs autonomes*, 212 pages.

Mme Maureen McTeer, épouse de l'ancien ministre du Canada, M. Joe Clark, a été nommée membre du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa. Mme McTeer, qui est âgée de 31 ans, est une ancienne étudiante en droit de l'Université.

Hebdo Canada est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolas.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.